

BOLIVIE - le retour à la démocratie et à la souveraineté

Oscar Rotundo

jeudi 11 février 2021, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

4 février 2021 - En Bolivie depuis l'accession au pouvoir du gouvernement populaire des mesures ont été prises qui ont commencé à restaurer l'économie.

L'État plurinational de Bolivie est à nouveau un exemple pour la région et son gouvernement nous montre que, grâce à l'engagement politique et des mesures appropriées de l'administration de l'État, il est possible de réparer les désastres engendrés par l'administration de facto, qui s'est appuyée sur un groupe de pilliers qui, à feu et à sang, ont imposé au peuple, une politique d'exclusion et de misère en période de pandémie.

Depuis l'accession au pouvoir du gouvernement populaire des mesures ont été prises qui ont commencé à restaurer l'économie du pays, qui permettent un accroissement de la perception des impôts et une augmentation des ventes dans les restaurants, les supermarchés, le transport, en réactivant la demande interne.

Les ventes dans les supermarchés ont augmenté, de 364,4 millions de bolivars en novembre elles sont passées à 491,5 millions de bolivars en décembre ; les ventes des restaurants de 266,7 millions à 310,4 millions ; les encaissements dans les hôtels de 39,8 millions à 55,1 millions et la vente de titres de transport aérien de 129,5 millions à 133,1 millions, au cours de la période indiquée [1].

Marcelo Montenegro, ministre de l'économie et des finances publiques, a déclaré que « De novembre à décembre 2020 on observe une récupération de l'activité économique, on constate l'effet de l'attribution du Bon contre la faim, on voit que les mesures que nous mettons en application commencent à donner des résultats. »

Le programme pour la reconstruction de l'économie du pays, s'appuie sur la réactivation du marché intérieur et le soutien de l'industrie nationale pour améliorer les conditions de la croissance. Pour développer cette stratégie, les lois suivantes ont été approuvées : le paiement d'un bon contre la faim qui consiste en un paiement unique de 1.000 bolivars, le revenu du système par répartition et l'augmentation des retraites, la réintégration de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) et l'impôt sur les grandes fortunes (ISF).

Le gouvernement a également créé un fidéicomis de 911 millions de bolivars pour soutenir le système productif ; il promeut la politique de substitution des importations ; il a augmenté l'investissement public jusqu'à 4,011 millions de dollars, qui consolident les entreprises publiques, et /ou un échelonnement des crédits, avec une période de grâce de six mois pour dynamiser l'économie du pays.

Le ministre Montenegro a indiqué aussi qu'entre novembre 2019 et mars 2020, période au cours de laquelle la pandémie de covid 19 n'était pas encore déclarée s'était produit une décroissance économique « avec cinq mois de mauvaise gestion de l'économie les chiffres étaient déjà négatifs de - 2,5 de l'IGAE (Indice général de l'activité économique) avant la pandémie, le résultat était catastrophique ».

Il faut rappeler que le gouvernement de facto a tenté de démanteler le modèle social économique communautaire productif, a réduit l'investissement public, paralysé le principal moteur de la croissance de l'économie et a pris des mesures qui favorisaient essentiellement les grandes entreprises au détriment de la majorité de la population.

Dans le secteur de la santé la Bolivie a reçu un premier lot de vaccins Spoutnik V. Grâce à cela elle devient le second pays d'Amérique latine à utiliser le vaccin de fabrication russe dans sa lutte contre le covid-19. L'envoi s'élève à un total de 20 000 doses de vaccins, après que le 30 décembre 2020 la Russie a signé un accord avec la Bolivie pour fournir suffisamment de doses du vaccin Spoutnik V pour 2,6 millions de personnes.

La Bolivie souffre de l'offensive de la pandémie, qui a entraîné à ce jour la mort de 10 379 personnes et 21 835 cas testés positifs au 31 janvier 2021.

Une autre manifestation de la mauvaise gestion de la chose publique de la part du gouvernement usurpateur s'est révélée dans le secteur éducatif quand le ministre de la Présidence, Yerko Nuñez, a déclaré au pays : « nous avons décidé qu'il convient de clore l'année scolaire et cela s'applique à partir de ce lundi 3 août. Tous les élèves passent dans la classe supérieure et les maîtres du secteur public continueront à percevoir leurs salaires ».

Cette attitude irresponsable a été suspendue le lundi 1er février quand le président Luis Arce a inauguré par une cérémonie officielle l'ouverture de l'année scolaire dans la zone rurale d'éducation de Tarija.

Il a annoncé la reprise de la fabrication des ordinateurs de l'entreprise Quipus qui seront remis aux professeurs et aux étudiants. Il a confirmé également que dans certaines régions du pays les cours ne pourront reprendre en présentiel ou semi-présentiel, mais il a affirmé que concernant l'éducation à distance ont été élaboré les alternatives que sont des textes d'aide et une plateforme internet gratuites pour les étudiants.

« Cette entreprise (Quipus) était destinée justement à fournir des ordinateurs aux étudiants et aux professeurs pour améliorer la qualité éducative. Nous allons donc reprendre la production d'ordinateurs pour les distribuer et gérer à nouveau l'attribution aux enseignants et aux étudiants » a déclaré le mandataire qui, en outre, a accusé la droite de s'être désintéressée de l'éducation. « Pour nous l'éducation est importante et la preuve est là de ce que nous voulons faire pour améliorer la qualité de l'éducation » et il a ajouté « Pour nous, Boliviens, il était douloureux qu'on puisse penser que l'éducation dans les zones rurales, dans les villes moyennes, n'était pas nécessaire et que durant la gestion précédente rien n'ait été fait pour l'éducation dans ces secteurs, qu'on se soit limité à dispenser un minimum d'éducation et soit allé jusqu'à clore l'année scolaire. »

Par ailleurs, pour consolider la démocratie, le gouvernement de Luis Arce, par le décret suprême 4459, a déclaré l'instauration du 18 octobre, de chaque année, Jour de la récupération de la démocratie interculturelle. Cette date commémore la victoire électorale du MAS, lors de l'élection de 2020.

« Le 18 octobre de chaque année est déclaré Jour de la récupération de la démocratie interculturelle sur tout le territoire de l'État plurinational de Bolivie, dit le paragraphe 1 de l'article unique du décret publié dans le *Bulletin officiel*.

Pour commémorer cette fête, différentes activités sont prévues sur tout le territoire national destinées à renforcer les valeurs démocratiques le rétablissement et la préservation de la démocratie interculturelle institutionnelle.

Le décret indique que le 10 novembre 2019, avec la démission d'Evo Morales, a eu lieu « l'interruption de 37 ans de démocratie permanente en provoquant une rupture constitutionnelle soutenue par des secteurs de la police bolivienne et des forces armées » et affirme qu'un coup d'État a instauré dans le pays, un gouvernement *de facto* entre 2019 et 2020.

Il indique qu'avec les « résultats des élections générales qui se sont tenues le 18 octobre 2020, l'ordre démocratique constitutionnel a été rétabli et, de ce fait, le régime *de facto* autoritaire est rejeté dans le passé. »

Dans cette même ligne de réaffirmation de la démocratie et de la souveraineté populaire, le gouvernement national a approuvé le Décret 4460, par lequel « est abrogé le Décret suprême n° 4107, du 9 décembre

2019, qui favorisait tout citoyen en provenance des États-Unis et d'Israël qui entrait en Bolivie » sans avoir demandé de visa pour pénétrer sur le territoire de l'État plurinational de Bolivie.

Cette mesure s'impose car il n'y a pas de réciprocité concernant les citoyens boliviens qui visitent ces deux pays, dont on exige des démarches compliquées pour l'obtention de visas d'entrée vers ces deux destinations.

Désormais les citoyens états-uniens et israéliens devront présenter les documents suivants pour entrer dans le pays :

- Formulaire de déclaration sur l'honneur de demande de visa, obtenu sur le site web de la Direction générale de l'immigration, de la Direction générale des affaires consulaires ou des représentations consulaires où sont déposées les demandes de visas.
- Un passeport valide jusqu'à la date de sortie du territoire bolivien.
- Un certificat de vaccination contre la fièvre jaune dans le cas où la personne étrangère aurait séjourné dans des zones endémiques, et /ou un certificat de santé, dans le cas d'un état d'alerte émis par le ministère de la santé.
- Un itinéraire du voyage ou une lettre d'invitation d'une personne légalement domiciliée en Bolivie ou une réservation d'hébergement.
- Une preuve de solvabilité économique par le biais d'une déclaration sur serment ou d'un document de confirmation.
- Une attestation de paiement du coût du visa.

Le Décret 4460 stipule que la Bolivie, dans l'exercice de sa souveraineté, considère que les listes d'exonérations et de délivrances de visas doivent être conformes à l'état préalable à l'émission du Décret suprême n° 4107, il rétablit de cette manière l'ordre de la politique extérieure basée sur le principe de réciprocité entre les États.

Une avancée de plus, en un temps très court, qui met en évidence le destin vers lequel s'achemine la Bolivie, un destin de grandeur dont elle n'aurait jamais dû être écartée.

Oscar Rotundo est analyste politique, membre de l'équipe de Journalisme international alternatif PIA Global.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Texte original (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/210824>.

Notes

[1] Le Cercle des études latino-américaines (CELSA) est un centre qui se consacre à l'analyse de l'économie latino-américaine, créé dans le cadre des activités de l'Institut Klein de l'Université autonome de Madrid (UAM) et du Centre d'études « Économie de Madrid » de l'Université Juan Carlos (URJC)